

Madagascar : Survol hebdomadaire de presse francophone

n°21 (du 23 au 30 mai)

La crise politique

Remaniement ministériel, après 3 mois de difficile gestation. Une équipe pléthorique, à dominante technique où les militaires sont minoritaires. Une ouverture limitée. 10 nouveaux ministres font leur entrée, dont 5 militaires. Tous les ministres reconduits font partie des sympathisants du pouvoir. La plupart des ministres remplacés sont ceux du premier gouvernement d'ouverture de septembre 2009. L'opposition est déçue, elle estime que ce n'est pas le « *gouvernement d'union* » espéré qui pourrait ouvrir la voie à la reconnaissance internationale. La « *neutralité* » imprimée à la nouvelle équipe s'apparente à un message fort contre le processus consensuel et inclusif de la transition consacré à Maputo et Addis-Abeba. Le régime a tenté en vain de mettre en place un schéma d'ouverture aux forces de l'opposition, puis un gouvernement militaro-civil de salut public. Il doit se contenter d'un remaniement. Plus de 50 ministres se sont succédé en 15 mois. Depuis le coup d'Etat de mars 2009, Andry Rajoelina a procédé à la nomination de 4 Premiers ministres et de 120 ministres dans 4 gouvernements. Limogées, reconduites ou remplacées, ce sont 51 personnes qui ont pris part à l'exécutif en 15 mois de transition.

Suites des affrontements meurtriers de Fort Duchesne. De hauts gradés ont condamné la méthode forte employée par les forces armées et la FIS pour venir à bout de la mutinerie de la FIGN. 23 personnes ont été incarcérées, dont le lieutenant-colonel Raymond Randrianjafy, et l'enquête s'oriente vers des personnalités politiques, dont certaines sont suspectées d'avoir « *motivé* » financièrement les mutins. Des éléments de la FIGN, en fuite, sont activement recherchés. L'un d'eux est l'ancien garde du corps de Lalao Ravalomanana, épouse du président déchu. En application du code pénal malgache, les inculpés risquent la peine de mort. Le Bianco déclare avoir accompli sa mission concernant l'enquête sur les primes remises par Marc Ravalomanana à la gendarmerie et décembre 2008, qui auraient été détournés par de hauts gradés, mais les enquêtes judiciaires sont au point mort. L'organisme se dit préoccupé par la recrudescence des pratiques de corruption : « *Certains financements seraient liés à des actes visant à porter atteinte à l'ordre public. De telles démarches mettent en danger la paix sociale et l'unité de la Nation* », déclare-t-il.

Suite à la fermeture de radio Fahazavana, 10 employés (dont 6 journalistes) ont été incarcérés. Ils sont poursuivis pour atteinte à la sûreté intérieure de l'État. La fermeté observée surprend les observateurs : deux ministres sortants du précédent gouvernement s'étaient engagés à faire preuve de modération à leur égard. Le président de la Fjkm condamne les entraves à la liberté d'opinion, le tir mortel sur l'un de ses pasteurs, l'arrestation d'un autre, ainsi que la fermeture définitive de la radio et la détention de ses journalistes et techniciens. Il fait état du soutien de plusieurs Eglises étrangères. Le « *Mouvement des ecclésiastiques* » (HMF), qui avait conduit à la jonction avec les mutins de la FIGN, n'entend pas renoncer. « *Nous allons lutter jusqu'à ce que la volonté de Dieu règne dans le pays* », assure-t-il. Il lance un appel à la communauté internationale. Le Collectif des journalistes se mobilise et est reçu en audience par des représentations diplomatiques.

Ambroise Ravonison, leader « légaliste » incarcéré aurait subi de mauvais traitements. Suite aux violences subies lors de l'intervention « *musclée* » d'éléments civils armés à la radio *Fréquence Plus*, il présenterait « *des signes de traumatismes cranio-facial et de traumatismes corporels multiples* », selon le médecin de la prison. Son état de santé serait préoccupant.

Une nouvelle Coalition des Organisations de la Société Civile (COSC) s'est vue confiée l'organisation du « Dialogue national » dont la date a été reportée. Il pourrait se tenir avant la fête nationale du 26 juin. Le COSC s'appuie sur un comité de « *dignitaires* ». Une initiative perçue par certains comme pilotée par la HAT pour faire prévaloir une solution malgache-malgache et « *saboter* » toute tentative d'un second round de négociations à Pretoria, auquel la communauté internationale et la Sadc n'ont pas renoncé. Parmi la douzaine d'associations regroupées, on note la présence de Justice et Paix, du SeFaFi et du KmF/Cnoe. Des observateurs s'interrogent sur la représentativité de ces dignitaires, leur « *opportunisme* » et leur indépendance vis-à-vis du pouvoir. Les 3 mouvances refusent ce nouveau plan de la HAT. La conférence épiscopale catholique est favorable à un dialogue malgache-malgache et semble vouloir rallier la COCS, tout en prenant soin de ne pas afficher de préférence politique.

Désignation des 9 membres du Comité Consultatif Constitutionnel (CCC) chargé de rédiger l'avant-projet de texte sur la Loi fondamentale. Il ne dispose que d'une semaine pour collecter les propositions à soumettre au « *Dialogue national* ». Il devra prendre en compte les propositions émises depuis aux Assises

nationales d'avril 2009, aux Conférences régionales de mai-juin 2009 et aux Assises d'Ivato, en mars. 3 membres du CCC appartiennent à la diaspora et certains observateurs entrevoient dans ces nominations l'influence française. Aucun des 9 membres ne serait un constitutionnaliste confirmé.

Andry Rajoelina n'est pas invité au Sommet France-Afrique de Nice du 31 mai. La Sadc se serait opposée à ce que Madagascar soit représenté par le Premier ministre Camille Vital.

Droits humains, gouvernance

Publication du rapport annuel d'Amnesty international, dont 2 pages sont consacrées cette année à Madagascar¹.

Société civile pro-Maputo. Mobilisation pour arrêter le cycle de la violence. Une dizaine d'associations, dont la PFNOSCM et le CCOC, ont lancé un appel en ce sens à toutes les forces vives de la Nation. « *En tant qu'organisations de la société civile gardiennes du respect des droits fondamentaux, nous ne pouvons demeurer silencieux devant l'escalade de la violence et la reprise de la répression* » disent-elles. Elles déclinent ensuite les différents aspects des violations des droits de l'homme qui ont marqué la période récente.

Insécurité alimentaire : 900.000 personnes menacées dans le Sud. Le Système d'Alerte Précoce a annoncé que 65 communes seront en difficulté alimentaire dans les mois à venir. L'USAID va consacrer 1,5 million de dollars à l'accès à l'eau potable. Le programme du PAM « *Vivre Contre Travail* » (VCT) a permis à 250.000 personnes d'obtenir une couverture nutritionnelle correcte. 80% des besoins du PAM ne sont pas encore couverts,

Actualité économique et sociale

Microfinance - Des clients fuient les institutions. Le ralentissement des activités dû à la crise s'est fortement répercuté sur la capacité des clients à honorer leurs engagements. Selon les institutions, de 10 à 40% des dossiers sont concernés par des retards ou des cessations de remboursement. Ne pouvant plus rembourser, des membres ont disparu.

Une nouvelle plainte déposée au Tribunal de première instance de Toamasina contre le groupe Tiko. La société de l'ancien président n'aurait pas réglé à la Société du port à gestion autonome de Toamasina la location d'un terrain occupé depuis 2007 par la minoterie Mama. L'arriéré s'élèverait à 11 milliards Ar.

Gisement de fer de Soalala. Le consortium chinois Wisco obtient un permis de recherche. Il vient de verser son droit de mise à disposition (**100 millions de dollars**). Une manne financière importante qui arrive à point nommé pour le régime de Transition, à la recherche de fonds pour organiser les élections. Le projet représente plus de 8 milliards de dollars d'investissements. Les recherches, pour un montant de 2 milliards, dureront 3 ans. 100.000 créations d'emplois [sic !] seraient attendues à terme. L'Etat pour sa part, entend toucher à titre d'impôts sur les bénéfices 600 millions de dollars et 228 millions de redevances. Soalala est devenu le plus grand projet minier jamais lancé à Madagascar. « *Le gouvernement est en passe de tenir son pari : trouver des sources de financement indépendantes des sources traditionnelles que sont les bailleurs de fonds* », assure un communiqué de la HAT. Certains crient à la corruption dans cette affaire, initiée sous le régime Ravalomanana. Les questions environnementales ont été passées sous silence. Le parti des Verts estime que la Transition aurait dû attendre l'aval du futur Parlement avant d'engager le pays dans un contrat d'envergure. Cette signature crée un certain malaise dans le monde des affaires comme dans la sphère diplomatique.

Par ailleurs, 80 % des dettes malgaches envers la République d'Irak, soit 187,6 millions de dollars sur 234,5 millions, ont été annulés.

La Banque mondiale accusée de favoriser l'accaparement des terres africaines par des groupes étrangers. Selon OuestaNews, « *Un rapport accablant, produit par un « Think tank » américain a accusé la SFI de faciliter « l'accaparement des terres » en Afrique par des groupes privés étrangers* ». Le rapport passe en revue les réformes foncières dans près d'une trentaine de pays, dont près d'une vingtaine en Afrique et à Madagascar.

¹ http://thereport.amnesty.org/sites/default/files/AIR2010_AZ_FR.pdf#page=197